

Unité départementale du Loiret
3 rue de carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur 

CEL V BOISSEAUX (exQUARTUS LOGISTIQUE P1P2)

8 avenue Hoche
75008 Paris

Références : 39/2025
Code AIOT : 0010013759

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement CEL V BOISSEAUX (exQUARTUS LOGISTIQUE P1P2) implanté Le parc des Buis 45480 Boisseaux. L'inspection a été annoncée le 16/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection de récolement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEL V BOISSEAUX (exQUARTUS LOGISTIQUE P1P2)
- Le parc des Buis 45480 Boisseaux
- Code AIOT : 0010013759
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Non

L'établissement CEL V est une plateforme logistique autorisée par arrêté préfectoral du 14 juin 2019. L'établissement relève du statut Seveso seuil bas compte tenu des produits dangereux susceptibles d'être stockés.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50	Demande d'action corrective	60 jours
2	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.1	Demande d'action corrective	60 jours
4	Aires de mise en station des moyens aériens	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
6	Accès aux issues et suais de déchargement	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
7	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.1 Annexe II	Demande d'action corrective	60 jours
8	Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
12	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
15	Evacuation	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.14	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
16	Ateliers de charge	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Articles 2.4, 2.5, 2.6, 2.9, 4.3 et 4.9	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
17	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.23	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
18	Liste des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.24.1	Demande d'action corrective	3 mois
19	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Voies engins	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.2	Sans objet
5	Aires de stationnement des engins	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.3.2	Sans objet
9	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.4	Sans objet
10	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.5	Sans objet
11	Dimension des cellules et conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.7 et 7.9	Sans objet
13	Détection automatique incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.12	Sans objet
14	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats consignés lors de ce contrôle sont présentés dans la suite du présent rapport. Ils conduisent l'inspection à proposer à Madame la Préfète de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 50
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks gestion accidentelle
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a

minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Constats :

Complétude de l'état des stocks - **Ecart**

Etat des stocks présenté au format rubrique ICPE et par cellule.

Par sondage, il est constaté que l'état des stocks présenté n'inclut pas les déchets d'exploitation, les réserves de carburants liés aux groupes motopompes des moyens d'extinction incendie et au groupe électrogène, la réserve GPL et le rack de bouteilles de gaz pour l'engin de manutention. Concernant les déchets, il est rappelé qu'il est acceptable de renseigner le volume des bennes de collecte.

Par ailleurs, il est constaté que l'état des stocks est inexacte puisqu'il ne comptabilise pas les emballages, notamment les caisses en bois. Sur ce point, l'exploitant doit se reporter à la question I.3.4 validée le 10/02/2023 présente dans le guide entrepôt version 2024.

En synthèse de cette fiche, il est rappelé que "des matières ou produits combustibles sont des matières ou produits, y compris les déchets, qui ne sont pas qualifiés d'incombustibles; au sens de cette définition, les contenants, emballages et palettes sont comptabilisés en tant que matières combustibles (s'ils sont combustibles)".

Disponibilité de l'état des stocks - pas d'écart

Les deux locataires sont en capacité de présenter un état des stocks à l'inspection lors du présent contrôle.

Fréquence mise à jour état des stocks - pas d'écart

Selon les états des stocks présentés, aucun produit relevant des rubriques 4XXX n'est présent.

L'état des stocks du 1er locataire est daté du jour. L'état des stocks du 2ème locataire est daté du 13/12/2024 soit de moins d'une semaine. Le second locataire déclare qu'actuellement l'extraction de son état des stocks n'est pas instantané et nécessite plusieurs heures. L'inspection rappelle que cet état des stocks doit être tenu à la disposition du SDIS sur demande en cas d'accident. Il est donc nécessaire que celui-ci soit disponible dans des délais plus courts.

Lors de la visite de terrain, il n'est pas constaté de produits relevant des rubriques 4XXX dans les cellules.

Accessibilité - pas d'écart

Des mesures sont prévues pour ces états des stocks soient accessible à l'arrivée du SDIS. Les locataires doivent intégrer une procédure pour que ces états des stocks soient également communiqués à l'exploitant en cas d'accident, celui-ci étant l'interlocuteur de l'inspection des installations classées dans cette situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'accès
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence de deux accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.
Constats : Lors du contrôle terrain, constat de la présence de deux accès dont un réservé à l'usage du SDIS. Accès secondaire fermé au moment de l'inspection. Au niveau du point d'accès secondaire, le sol côté établissement est recouvert de bandes jaunes matérialisant l'interdiction de stationner. En revanche aucun dispositif analogue n'est apposé côté extérieur (rue du Télégraphe) et aucun panneautage ne vient rappeler l'interdiction de stationner. Ecart Les deux accès sont dégagés au moment du contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Voies engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des voies
Prescription contrôlée : Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour : <ul style="list-style-type: none"> • la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; • l'accès au bâtiment ;

<ul style="list-style-type: none"> • l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ; • l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; • dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ; • la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; • chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; • aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.
--

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les plans du dossier des ouvrages exécutés.</p> <p>Il est constaté sur plan que la voie "engins" respecte en tout point :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur minimale de 6 m - la pente inférieure à 15% - le rayon de courbure minimal de 13 m dans les virages <p>Sur le terrain, il est constaté que la voie "engin" est dégagée sur toute la périmétrie du site, qu'elle permet un accès libre au bâtiment, aux aires de mise en station des moyens aériens et aux aires de stationnement engins. Il n'y a aucun obstacle en hauteur.</p> <p>Pas d'écart</p> <p><u>Dans le cadre de la vérification de terrain de l'état de la voie engin, il est constaté une érosion significative des sols autour du massif béton qui supporte la cuve de GPL de l'établissement. L'exploitant doit s'assurer que cette érosion ne remet pas en cause la stabilité de cet équipement.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Aires de mise en station des moyens aériens

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des aires de mise en station</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.3.2.</p> <p>Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence.</p> <p>Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs</p>

coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie en application du chapitre 7.23 de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Constats :

Sur le terrain, constat que certaines aires de mise en station des moyens aériens ont des tampons DN 400. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la résistance particulièrement la résistance au poinçonnage au droit de ces tampons.ECART

Dans l'attente de justification, l'exploitant doit mentionner l'existence de ces tampons dans les documents remis aux services de secours à leur arrivée en cas de sinistre.

Les dimensions, le positionnement et la matérialisation de ces aires n'appellent pas de remarque.

Certaines aires échelle sont implantées directement au niveau des quais de déchargement. Ces quais sont destinés à collecter les eaux d'extinction incendie en cas de sinistre. Un trottoir de plusieurs dizaines de centimètres est disposé pour prévenir l'amenée d'eau sur les aires échelles. **L'exploitant doit justifier que la hauteur de ces trottoirs est suffisante pour empêcher l'arrivée d'eau sur les aires échelles.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Aires de stationnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des aires de stationnement engins

Prescription contrôlée :

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie à l'article 7.3.2 ci-dessus. Les aires de stationnement

des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.

Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. Elles sont entretenues et maintenues dégagées en permanence. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie.

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- l'aire comporte une matérialisation au sol ;
- l'aire est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- l'aire est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

Constats :

Sur plan, sont contrôlées les caractéristiques des aires de stationnement des engins positionnées sur la face NW. Pas d'écart relevé.

Sur le terrain, il est constaté que ces aires sont dégagées. Pas d'écart relevé

Il est constaté qu'un point de rassemblement, en cas d'évacuation du personnel, est positionné au droit d'une aire de stationnement des engins de secours. Ce point de rassemblement pourrait utilement être déplacé pour ne pas gêner l'intervention des services de secours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accès aux issues et quais de déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Accès au bâtiment

Prescription contrôlée :

A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.

Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.

Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.

Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens

<p>hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur plan, il est relevé que chaque cellule dispose d'une ou plusieurs portes de 1,8 m de large, accessibles depuis la voie "engin".</p> <p>Le chemin d'accès à ces portes respecte la largeur de 1,8 m et la pente inférieure à 10 %.</p> <p>En revanche, toutes les portes à proximité des murs séparatifs coupe-feu ne sont pas de plain-pied. Certaines nécessitent d'emprunter un escalier métallique de sorte qu'elles ne sont pas exploitables pour le passage d'un dévidoir. Par ailleurs, sur le terrain, il est constaté que les rampes d'accès à certaines de ces portes sont communes avec les aires de mise en station des moyens aériens, de sorte qu'il n'est plus possible de faire passer un dévidoir une fois un camion échelle positionné. C'est le cas de la cellule n°3 qui de fait ne dispose pas de voie d'accès exploitable. ECART.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit revoir l'aménagement des accès aux issues du bâtiment. Dans l'attente de la résorption de cet écart, il doit prévoir une information du SDIS en cas de sinistre.</p> <p>L'exploitant doit faire apparaître sur un plan les portes non exploitables pour le passage de dévidoirs, compte tenu de la présence d'escaliers. Ce plan doit être remis aux services de secours à leur arrivée en cas de sinistre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 90 jours</p>

N° 7 : Plan des réseaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.1 Annexe II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présent des plans référencés URANO indice 0 du 11/10/2021</p> <p>Il est constaté par sondage que ces plans ne sont pas à jour. Il manque notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositifs protection de l'alimentation en eau du site, - le réseau étendu pour raccorder la nouvelle cuve sprinklage et l'installation sprinklage de secours, - les secteurs collectées pour les eaux d'extinction incendie <p>Par ailleurs, si les plans sont bien tenu à la disposition des services de secours, la taille du document ne permet pas de lire les informations contenues.</p> <p>ECART</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ARF rédigée par RG Consultant en date du 04/06/2021 - ETF rédigée par RG Consultant du 04/06/2021 <p>Sur le terrain, il est constaté que depuis la constitution de ces documents, une cuve GPL et un nouvel équipement d'extinction automatique incendie ont été implanté sur le site, qui ne sont pas couverts par le champ de l'ARF et de l'ETF.</p>

La mise en place de ces équipements aurait dû donner lieu à la production de nouvelles ARF et ETF.ECART

Vérification complète des installations a été réalisée par la société BCM qui justifie d'une certification Qualifoudre.

La vérification est datée du 04/01/2023. L'inspection constate que le délai de 6 mois pour la vérification des équipements n'est pas respectée.ECART

Par ailleurs, le rapport de vérification relève les non-conformités suivantes :

- Mise à la terre > 10-2 pour 9 paratonnerres
- protection indirect TGBT non conforme

L'exploitant n'est pas capable en séance de présenter les rapports de mise en conformité rendus nécessaires. ECART

Ne vise pas la cuve GPL

Conclusion : Ensemble des cellules + locaux techniques + équipements spécifiques + centrale de détection gaz chaufferie + SSI entrepôt + local sprinklage - niveau protection IV

Sur le terrain, l'inspection constate que les compteurs d'impact foudre ne sont pas numéroté et que celui positionné au niveau de la cellule n°7 est hors service. L'inspection demande à consulter le registre de suivi des équipements afin de vérifier que l'équipement HS a bien été identifié. L'exploitant indique que le contrôle est effectué par le personnel de gardiennage. Le gardien explique que sa consigne est de prendre en photographie les compteurs et d'envoyer les clichés à l'exploitant qui enregistre les résultats. Le gardien présente la restitution de sa vérification. L'inspection constate sur les clichés que tous les compteurs sont éteints. L'inspection conclut à un défaut de formation du gardien, à qui il n'a pas été expliqué qu'il fallait appuyer sur le bouton de l'appareil pour avoir l'indication du nombre d'impacts foudre enregistrés.

L'inspection conclut à l'absence de suivi de l'installation foudre.ECART

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 9 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des dispositions constructives

Prescription contrôlée :

Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'évacuation des personnes, l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. L'ensemble de la structure est a minima R 15.

Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription

n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :

- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m³ et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ;
- ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

A l'exception des bureaux dits de « quais » destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils ne peuvent être contigus aux cellules où sont présentes des matières dangereuses. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre, conformément au chapitre 7.6, ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est située au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage). De plus, lorsqu'ils sont situés à l'intérieur d'une cellule, le plafond est au moins REI 120, et si les bureaux sont situés en étage le plancher est également au moins REI 120.

Constats :

Par sondage, l'inspection contrôle sur les plans du dossier des ouvrages exécutés les propriétés des éléments suivants :

- murs du local de charge 1 de la cellule 1 : mur REI 120 béton épaisseur 15 cm en panneaux en feuillure, toute hauteur sur le mur séparant le local de l'entrepôt
- mur entre les cellules C3 et C4 : mur REI 240 béton épaisseur 18 cm en panneaux en feuillure

Sur le terrain, l'inspection contrôle les portes entre les cellules C3 et C4 (porte pour le personnel et porte pour les engins). Il est constaté qu'il s'agit de portes doublées, avec sur chaque élément une plaque indiquant une tenue au feu EI2 120C.

L'inspection teste la dispositif de ferme-porte sur la porte n°43 d'inter-communication entre les cellules C5 et C11. Le test est conforme.

Pas d'écart relevé

N° 10 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.5

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des fumées d'incendie

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage. Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Constats :

Contrôle sur plan DOE 350 du 02/09/2021

Il est constaté que la surface utile totale des exutoires excède 2% de la surface des cantons de désenfumage, que la surface unitaire minimale des exutoires est respectée et que les exutoires sont bien positionnés à plus de 7 m des parois séparatives.

Selon les informations renseignées sur les plans, les thermofusibles des exutoires claquent à 181°C. Par sondage, l'inspection constate que les têtes fusibles du système sprinklage de la cellule 1 déclenchent à 74°C.

Sur le terrain, l'inspection constate dans les cellules C4 et C5 que la hauteur des cantons est conforme à 1 m et que la hauteur laissée entre les stockages et le bas des cantons respecte un espace libre d'au moins 50 cm.

Sur un des dispositifs d'amorçage de la cellule C2, l'inspection constate que les contrôles de maintenance ont été effectués en 04/2023 et 05/2024.
L'exploitant doit veiller à respecter la périodicité maximale de 1 an entre les contrôles de ces équipements.

Pas d'écart relevé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Dimension des cellules et conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.7 et 7.9

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Les cellules sont à simple rez-de-chaussée et ne comportent pas de mezzanine.
La hauteur maximale au faîtage est de 13,20 mètres.

Une distance minimale de 1 mètre, nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Le cas échéant, si les matières stockées en vrac sont autorisées, elles sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;

2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés, cette limitation ne s'applique qu'aux produits visés par les rubriques 1436, 4330, 4331.

Constats :

Sur le terrain, l'inspection contrôle, par sondage, la distance entre les hauteurs des produits stockés et les têtes sprinklage dans les cellules C4 et C5. L'inspection constate que les hauteurs maximales sont respectées.

L'inspection ne constate pas la présence de produits classables dans les rubriques 1436, 4330 et 4331.

Enfin l'inspection contrôle par sondage les cellules C6 et C12 dans lesquelles les produits sont stockés au sol en îlot, et non en rack. Il est constaté que les conditions de stockage respectent le principe d'îlotage. Un marquage au sol permet de matérialiser les zones de stockage. Il est constaté que l'espace dans les allées et autour des moyens d'intervention en cas d'incendie sont préservés.

Pas d'écart constaté

N° 12 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.11

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé au niveau des quais et dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales.

Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers une rétention extérieure au bâtiment. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement (de 2550 m³) a été déterminé conformément au document technique D9a (guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition août 2004). Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande ou automatiquement en cas de détection d'un incendie. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

En salle, l'exploitant présente la note technique produite par SAS CIC Conseils.

Cette note contient un calcul D9a qui conclut à un besoin en rétention de 2365 m³. L'inspection relève que le volume calculé est inférieur au volume prescrit dans l'arrêté du 14/06/2019 qui impose un volume minimal de 2550 m³.

Dans les faits, l'exploitant déclare qu'il dispose d'un volume de 3060 m³ composé comme suit :

- Volume bassin extérieur = 820 m³
- cours à camions = 2240 m³ pour une hauteur d'eau au plus de 30 cm soit une longueur de 32 m au niveau de la cour

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la réalité des volumes disponibles. ECART

Sur le terrain, l'inspection constate que le bassin de rétention est vide, et donc que le volume nécessaire pour la rétention est disponible.

Au niveau de la cour à camions, l'inspection constate ponctuellement la présence de bennes à déchets, positionnées sur des rehausseurs, de sorte qu'elles ne remettent en cause

<p>fondamentalement le volume disponible pour mise en rétention.</p> <p>L'inspection constate en revanche que certains avaloirs de la cour à camions contiennent de la végétation et des débris de sorte qu'ils ne sont pas pleinement opérant pour diriger les eaux d'extinction vers le bassin de rétention et garantir une répartition homogène des eaux entre les quais. ECART</p> <p>Par ailleurs, l'inspection constate que certaines aires échelles sont positionnées dans les cours à camions, en position légèrement rehaussée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à l'entretien des avaloirs de la cour à camions.</p> <p>Il doit justifier des volumes de rétention disponibles sur la base d'un relevé topographique du site et de l'absence d'arrivée d'eau dans les aires échelles du site en cas d'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 13 : Détection automatique incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.12</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'analyse de ce thème comportant des informations sensibles, il est abordé au sein d'une partie confidentielle du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :<ol style="list-style-type: none">a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir (270 m³/h), alimentés par un réseau privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;b. Des réserves d'eau communes aux 3 bâtiments P1P2, P3 et P4 (d'une capacité totale de 720 m³), réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.<p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p><ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;• de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.<p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.</p><p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001).</p><p>L'exploitant tient à la disposition des installations classées la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation.</p><p>Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus (cuve de 630 m³). L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.</p><p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p><p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans.</p>
Constats : <p>En salle et sur plan, l'inspection constate que l'accès extérieur de chaque cellule est bien positionné à moins de 100 m d'un point d'eau incendie et que les poteaux incendie sont bien positionnés à moins de 150 m les uns des autres.</p>

L'inspection demande à l'exploitant de présenter le dernier contrôle de débit des poteaux incendie. L'exploitant présente le contrôle du 26/07/2023 réalisé par la société AAI qui porte sur la mesure du débit unitaire de 10 poteaux. Le rapport conclut à un débit de 120 m3/h pour une pression comprise entre 5 et 6 bars.

L'exploitant doit justifier de la conformité du débit en simultané des poteaux incendie dans le cadre du contrôle 2024.

Sur le terrain, l'inspection constate la présence d'une réserve de 720 m3, positionnée à proximité du parking d'attente des poids-lourds. Cette réserve est équipée de prises de raccordement pour permettre au SDIS de se connecter directement.

Par sondage l'inspection constate également que des extincteurs sont répartis à l'intérieur des cellules 6 et 12 bis. Une pastique apposée justifie de la réalisation du contrôle annuel de ces équipements. L'exploitant doit veiller à respecter la fréquence de contrôle de ces équipements. Dans ces mêmes cellules, l'inspection constate la présence de RIA, positionnés notamment à proximité des issues. L'ensemble de ces équipements est facilement accessible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Evacuation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.14

Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation du personnel

Prescription contrôlée :

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

Constats :

L'inspection constate sur plan et par sondage que les distances maximales d'accès aux dégagements est respectées.

L'exploitant indique que le site a eu des déclenchements intempestifs. **En revanche, il déclare qu'il n'a jamais réalisé d'exercice d'évacuation - ECART**

L'inspection demande à faire réaliser un exercice d'évacuation général du site.

Au terme de cet exercice, les constats suivants sont consignés :

- l'ensemble des agents présents sur site se dirigent vers les points de rassemblement à la suite du

déclenchement de l'alarme. Deux prestataires en intervention ont procédé à l'exercice. Ces derniers déclarent qu'ils se sont rendu au point de rassemblement, en suivant le personnel du site, par réflexion car ils n'ont pas reçu de consigne spécifique en ce sens. **L'exploitant doit revoir les consignes à destination des sociétés externes.**

- il est constaté que deux agents présents dans la cellule 5 n'ont pas eu le réflexe d'abandonner immédiatement leur chariot de levage et les ont utilisés pour se rapprocher des issues de secours. Cela constitue une pratique à risque puisque susceptible de conduire à une collision avec les racks. **L'exploitant doit revoir les consignes à destination de son personnel sur les conditions d'évacuation.**

- il est constaté qu'un des points de rassemblement est positionné au droit d'une aire de mise en station ce qui est susceptible d'entraver l'intervention des SDIS. **L'exploitant doit déplacer ce point de rassemblement en dehors des points d'intervention du SDIS.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 16 : Ateliers de charge

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article Articles 2.4, 2.5, 2.6, 2.9, 4.3 et 4.9

Thème(s) : Risques accidentels, Locaux de charge

Prescription contrôlée :

Article 2.4 de l'arrêté ministériel du 29/05/00 modifié

« Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs coupe-feu de degré 2 heures
- couverture incombustible,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles) .

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation ».

Article 2.5 de l'arrêté ministériel du 29/05/00 modifié

« Le bâtiment où se situe l'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Il est desservi, sur au moins une face, par une voie-engin [...]. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés ».

Article 2.9 de l'arrêté ministériel du 29/05/00 modifié

« Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir [...], les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux [...] ».

Article 2.6 de l'arrêté ministériel du 29/05/00 modifié

<p>« Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant les différents cas évoqués à l'article 1.0 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les batteries dites ouvertes et les ateliers de charge de batteries : $Q = 0,05 n I$ • Pour les batteries dites à recombinaison : $Q = 0,0025 n I$ <p>où Q = débit minimal de ventilation, en m^3/h, n = nombre total d'éléments de batteries en charge simultanément, I = courant d'électrolyse, en A ».</p> <p>Article 4.3 de l'arrêté ministériel du 29/05/00 modifié</p> <p>« L'exploitant recense, sous sa responsabilité et avec l'aide éventuelle d'organismes spécialisés, les parties de l'installation présentant un risque spécifique pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. Électrique. Les parties d'installation présentant un risque spécifique tel qu'identifié ci-dessus, sont équipées de détecteurs d'hydrogène ».</p> <p>Article 4.9 de l'arrêté ministériel du 29/05/00 modifié</p> <p>« Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.</p> <p>Pour les parties de l'installation identifiées au point 4.3 non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme ».</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection contrôle sur plan les caractéristiques de l'atelier de charge à l'angle Nord-Est. Les prescriptions constructives sont respectées. Sur le terrain, l'inspection constate les écarts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux détecteurs d'hydrogène sont hors service. Le défaut a été signalé par les utilisateurs à l'exploitant mais aucune intervention pour réparation n'a été commandée à la date de la présente inspection; • un test est effectué afin de vérifier l'asservissement de la charge des chariots au fonctionnement des extracteurs d'air. Il est constaté que l'arrêt de la ventilation ne stoppe pas la charge des chariots présents dans le local.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 17 : Plan de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Organisation incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie</p>

<p>d'une cellule. Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; • la procédure d'alerte du poste de sécurité des gestionnaires de la route RD2020 et de la ligne SNCF qui longent le site (risque de perte de visibilité) ; • l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; • les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ; • la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; • le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; • la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ; • la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au chapitre 7.5 ci-dessus ; • la localisation des interrupteurs centraux prévus au chapitre 7.15 ci-dessus ; • les dispositions à prendre à proximité de la ligne haute tension ; • les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; • les mesures particulières prévues au chapitre 7.22 ci-dessus. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Ce plan de défense incendie est tenu à jour</p>
--

<p>Constats :</p> <p>Le plan de défense incendie est intégré au POI.</p> <p>Par sondage, l'inspection relève que le document présenté ne contient pas les informations suivantes, exigées par l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La procédure d'alerte des gestionnaires de la route RD2020 • La procédure d'alerte du gestionnaire de la ligne SNCF
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 18 : Liste des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2019, article Article 7.24.1
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas établi une liste des mesures de maîtrise des risques conforme. ECART</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 19 : Plan d'opération interne

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, il est constaté que le plan d'opération interne est incomplet. ECART Notamment les dispositions suivantes n'y figurent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements dans l'environnement, à l'intérieur et à l'extérieur du site, en cas d'accident • les moyens et méthodes pour la remise en état et le nettoyage à la suite d'un accident. <p>Par ailleurs, l'inspection interviewe le personnel de surveillance présent au poste de garde commune aux sites P1/2 et P4 sur les opérations qu'il doit exécuter en cas de déclenchement d'une alarme incendie. Il est constaté que la procédure de levée de doute, d'appel et d'accueil des services d'intervention externe est maîtrisée. En revanche, le POI ne contient aucune consigne concernant des étapes clés telle que la vérification du bon démarrage de l'installation sprinklage et le cas échéant son activation manuelle, ainsi que la vérification de la bonne mise sur rétention du site.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois